

## Questions orales

des négociations auront lieu entre le Canada et les États-Unis à propos de cette grave question de frontière.

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, le député a raison, il doit y avoir une réunion à Washington vendredi prochain. Elle fait suite à une réunion qui a eu lieu à Ottawa il y a quelques semaines entre les représentants Canadiens et américains en vue de sortir de l'impasse en ce qui concerne le mouvement du bétail entre les deux pays. Nous espérons que ces négociations aboutiront à une solution. C'est la raison pour laquelle nous n'envisageons pas très sérieusement pour le moment d'adopter une mesure sur l'importation de la viande, comme le propose le député.

\* \* \*

● (1430)

## LE NORD CANADIEN

## L'ÉTUDE DE FAISABILITÉ D'UNE ROUTE D'ACCÈS À LA CÔTE OUEST ET LE PROJET DU COL DE HOWSE

**M. Gordon Towers (Red Deer):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Le gouvernement du Canada doit entreprendre très bientôt une étude sur la construction d'une autoroute d'accès à la côte ouest; or, un porte-parole des Parcs nationaux a déclaré dernièrement à Calgary que le ministère n'avait pas changé d'avis depuis que l'on avait décidé il y a quelque temps de ne pas relier le centre de l'Ouest du Canada au centre de la Colombie-Britannique, et réciproquement, à travers le col de Howse. Devant ces faits, le ministre serait-il prêt à affirmer que son ministère et lui-même aborderont cette étude sans préjugés et reviendront sur leur décision si on constate qu'il est dans l'intérêt de la majorité d'entreprendre le projet du col de Howse?

**L'hon. Judd Buchanan (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Oui, monsieur l'Orateur.

**M. Towers:** Monsieur l'Orateur, le porte-parole des Parcs nationaux exprimait-il simplement une opinion personnelle ou est-ce bien là la politique du ministère?

**M. Buchanan:** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas entendu parler de la déclaration en question mais nous examinons volontiers les résultats de cette étude que mène actuellement, sauf erreur, le ministère des Transports.

\* \* \*

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

## LA POSITION DU GOUVERNEMENT QUANT À L'ENTRÉE DE TERRORISTES AU CANADA—LE CAS DES DÉLÉGUÉS DE L'OLP

**M. Jake Epp (Provencher):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Étant donné que le chef du parti libéral du Manitoba, qui vient d'être battu, s'est rangé à l'avis du chef du parti libéral de l'Ontario et d'autres libéraux du gouvernement

actuel, le premier ministre n'admettra-t-il pas maintenant que les terroristes quels qu'ils soient ne peuvent entrer au Canada et ne sont pas les bienvenus dans notre pays?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Je n'ai pas d'autre concession à faire, monsieur l'Orateur. J'ai déclaré sans ambiguïté il y a une semaine à la Chambre que le gouvernement s'opposait catégoriquement à toute forme de terrorisme.

**M. Epp:** Une question supplémentaire. Compte tenu de cette réponse, le premier ministre voudrait-il assurer à la Chambre qu'une fois la décision prise concernant l'admission au Canada des membres de l'OLP, une déclaration sera faite à la Chambre afin qu'on puisse poser des questions au gouvernement et formuler des commentaires à ce sujet?

**M. Trudeau:** Naturellement, monsieur l'Orateur, si la Chambre est toujours là au moment de la décision.

**Des voix:** Oh, oh!

## MOYEN-ORIENT—LES INTENTIONS DE L'ÉGYPTE AU SUJET DU MANDAT DE LA FUNU—LA POSITION DU CANADA

**L'hon. Robert Stanbury (York-Scarborough):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

**Une voix:** Vous étiez à la tête de la délégation lorsqu'on a fait l'invitation, Bob!

**M. Stanbury:** L'Égypte ayant déclaré qu'elle refusera de consentir à ce qu'on renouvelle le mandat de la Force d'urgence des Nations Unies dans le Sinaï, le gouvernement a-t-il discuté de l'avenir de la force après la fin du mois avec les Nations Unies et les autres gouvernements directement en cause? En outre, le gouvernement a-t-il signalé ou sinalera-t-il que si l'on maintient pas le mandat des Nations Unies, le Canada mettra fin à sa participation à la force?

**L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, on nous a communiqué les intentions de l'Égypte hier soir, je pense. On discute présentement de la question aux Nations Unies.

\* \* \*

## LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

## LES HYDROCARBURES—LA SURVEILLANCE DES PRIX—LA POSSIBILITÉ D'ANNULATION DES AUGMENTATIONS INJUSTIFIÉES

**M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Comment le gouvernement a-t-il l'intention de contrôler de façon permanente les augmentations du prix des produits pétroliers afin qu'elles se conforment aux lignes directrices fédérales? Un organisme des surveillance quelconque sera-t-il autorisé à annuler les augmentations injustifiées?